



## Décision individuelle N° 2020-162

**Pétitionnaire** : société HBG France (marque Hélicoptères de France)

pour le compte du CAF – M. Fournier (gérant de refuge)

**Adresse** : Siège d'exploitation - Aéroport BP1, 05130 TALLARD

**Nature de la demande** : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

**Intitulé du projet** : héliportage de ravitaillement

**Localisation** : refuge de Nice (commune de Belvédère, 06)

### Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 1er juillet 2020 par Monsieur Fournier, gérant du refuge CAF de Nice,

**Considérant** que le refuge de Nice est un établissement commercial autorisé au titre de l'annexe 5 de la charte du Parc,

**Considérant** que la demande de survol est liée aux héliportages d'approvisionnement en denrées et gaz nécessaires à l'activité du refuge,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, dans l'objectif d'approvisionner le refuge de Nice en denrées alimentaires et en gaz.

## Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### 2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : RINGOT Benoît  
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3  
n° de l'appareil : F-HMGM

2.2. Les survols seront effectués conformément au plan de vol annexé à la présente.

**Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé.**

L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

2.3. Le nombre total de rotations autorisées ne devra pas excéder 6 rotations.

**2.4. A l'aplomb du Mur des Italiens, l'aéronef devra respecter une altitude plancher de 300 m sol, soit 2300 m d'altitude NGF minimum.**

## Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le mercredi 08 juillet 2020.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette date** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts :

chef de service par intérim : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr))  
service (général) : [vesubie@mercantour-parcnational.fr](mailto:vesubie@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.03.23.15

## Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

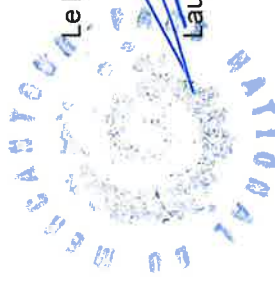
## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 juillet 2020

  
Le Directeur adjoint  
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial Vésubie
- M. Fournier

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



